

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Syndicats-autonomes-de-la-fonction.html>

Syndicats autonomes de la fonction publique et enjeux du mouvement de protestation sociale

- Actualité politique nationale -
Publication date: vendredi 16 février 2018

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La grève lancée mercredi 14 février par l'intersyndicale n'a concerné qu'une partie du monde des salariés. Les syndicats autonomes qui en font partie ne regroupent que les enseignants, une partie des personnels de la santé publique et quelques segments de l'administration. Leur base est donc composée de fonctionnaires protégés par le statut de la fonction publique. Malgré ses appels et ses mérites pour avoir incité les travailleurs à ne pas rester passifs devant les conséquences d'une austérité à sens unique, l'intersyndicale n'a pas réussi à entraîner de vastes secteurs de la fonction publique. Elle donne l'impression de compter sur les relais constitués par des journaux opposés au pouvoir plus que sur ses propres efforts en direction de la base. Ces journaux, porte-parole de l'ultra-libéralisme, usent de profession de foi démocratique mais objectivement participent aux luttes de clans internes aux classes possédantes. Ils utilisent habilement le mécontentement social pour réaliser leurs fins*.

Les dirigeants nationaux de certains syndicats sont liés à des milieux qui ne font semblant de défendre les intérêts des travailleurs que pour réaliser leurs objectifs politiques. Ainsi, à la veille de la rentrée scolaire de septembre, l'Unpef, membre de l'intersyndicale, s'était distinguée au niveau de sa coordination nationale, de concert avec l'association des ulémas, par une violente attaque contre la ministre de l'Education. Celle-ci, après avoir obtenu l'aval tacite du Haut Conseil Islamique, avait projeté de retirer la « besmallah » des manuels scolaires autres que ceux de l'éducation islamique. Le projet semble avoir été tué dans l'oeuf suite à la riposte conjuguée de milieux hostiles à toute modernisation de fond de l'Ecole. Quant au Cnapeste qui a refusé de se joindre à l'appel de l'Intersyndicale, sous prétexte qu'il est engagé depuis plusieurs jours dans une grève illimitée à l'échelle nationale, les accointances de son porte-parole avec le parti réactionnaire de Djaballah sont notoires. Djaballah a déclaré « haram » la fête de Yenaïer. C'est tout dire.

L'action du Cnapeste tend à brouiller les gros enjeux d'une école confrontée, au sein même du corps enseignant, de l'encadrement du système éducatif et, plus généralement de la société, à un blocage à toute tentative d'ouverture sur l'esprit rationnel et la culture universelle. D'ailleurs aucun syndicat, pas même ceux qui se situent plus à gauche, n'a inscrit dans son programme la nécessité de la refonte du contenu du système éducatif dans ce sens. Pour l'histoire on ne doit pas oublier que ce syndicat avait bénéficié de la sollicitude particulière de Belkhadem, chef de la tendance à visage « religieuse » la plus réactionnaire du FLN. Quand il était chef de gouvernement, il avait favorisé le détachement de nombreux responsables du Cnapeste en tant que permanents syndicaux.

Exploitant le mécontentement légitime des enseignants, en butte à la fois à la dégradation des conditions de vie et aux tracasseries bureaucratiques de l'administration, une plaie qui a une longue histoire dans ce secteur, le Cnapeste a fait de madame Benghebrit le bouc émissaire pour dissimuler ses buts véritables. Il a juré d'avoir sa peau.

L'exploitation des problèmes de la corporation par sa direction nationale explique jusqu'à un certain point que de nombreux enseignants de Tizi Ouzou et de Béjaïa, font curieusement partie d'un syndicat aux antipodes de leur état d'esprit laïciste. On peut même parler d'alliance contre-nature. A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose ... La grève de Blida est révélatrice des dessous cachés de sa direction. La wilaya de Blida semble fournir le plus d'adhérents au Cnapeste. Beaucoup y voit l'influence et l'emprise de la mouvance islamiste organisée. Néanmoins, dans leur très grande majorité les enseignants qui adhèrent à un syndicat autonome ou le soutiennent ne le font pas par choix politique ou idéologique. Ce qu'ils recherchent c'est le moyen de se faire entendre pour que leurs revendications matérielles soient satisfaites. Le plus souvent c'est la personnalité ou le dynamisme du syndicaliste d'un établissement qui détermine les adhésions en bloc et au hasard à tel syndicat plutôt qu'à un autre.

Dans l'immédiat les grèves illimitées d'une partie des enseignants affiliés au Cnapeste à Blida et Béjaïa pénalisent gravement les élèves issues de familles démunies. Les enfants des familles aisées sont moins touchés par l'arrêt des cours. Leurs parents peuvent leur payer des cours particuliers. La colère des parents est perceptible devant le risque sérieux d'une année blanche.

Certains se demandent si les grèves illimitées dans le secteur de l'éducation pour des revendications pouvant être défendues par des grèves limitées dans le temps et d'autres moyens qui ne portent pas tort aux études des élèves, ne vont pas fournir le prétexte à la promulgation d'une loi qui interdit les grèves. D'autant que ces grèves sans fin dans l'éducation comme dans la santé qui pénalisent lourdement le petit peuple tendent à devenir impopulaires. Le ministre de l'Education a d'ailleurs pris une position en flèche en demandant leur interdiction dans son secteur.

Dans ce climat rendu confus par les manoeuvres de toutes sortes, la menace inadmissible de radiation des grévistes provoque la joie des adeptes de l'interdiction des grèves qui tablent sur le pourrissement de la situation pour arriver à leur fin.

Il est indéniable que le pouvoir est à la recherche des prétextes pour paralyser d'une manière générale le mouvement ouvrier afin d'imposer par la répression et la force une politique qui fait le bonheur de la bourgeoisie interne et du capital étranger au nom de l'instauration du « climat des affaires » gravé dans la Constitution révisée. Il est à se demander si par l'entremise de ses agents aux multiples visages il n'a pas distribué les tâches pour créer les conditions propices à un coup de force contre les travailleurs.

En poussant les parents des élèves exaspérés à exiger l'intervention de l'Etat pour la reprise des cours par tous les moyens, les responsables du Cnapeste auront alors contribué à l'exécution d'un plan de remise en cause d'une conquête fondamentale des travailleurs.

R.N.

*Fondamentalement ces journaux ne se distinguent en rien de l'objectif du pouvoir de consolider le règne de la bourgeoisie. Pour le journal de Rebrab les choses sont claires. Pour d'autres, les écrits sont mielleux quand ils se font l'écho des luttes des salariés du secteur public, mais très rarement doit-on le noter dans le secteur privé. Leur soutien aux actions dans la fonction publique s'inscrit simplement dans la ligne de leur confrontation avec le pouvoir. Il vise à le gêner au maximum. Rappelons-nous que lorsque Rebrab avait mis à la porte une douzaine de travailleurs qui avaient créé en 2012 un syndicat dans sa huilerie de Béjaïa, aucun de ces journaux, grands défenseurs des libertés démocratiques, n'en a fait état.